

## **Nelson Mandela**

**2001**

### **Sur la Palestine**

**(suivi d'une tribune de son petit-fils Nkosi Zwelivelile Mandela député de l'ANC en 2018)**

#### **Discours de Mandela**

Discours de Nelson Mandela a été donné aux Etats-Unis en 2001, à l'occasion de sa rencontre avec Thomas Friedman, un journaliste américain , auteur et triple prix pulitzer, spécialisé dans le Proche-Orient.

Pour Mandela, la situation israélienne est comparable à celle de l'Afrique du Sud pendant l'Apartheid.

*Mandela's Memo to Thomas Friedman About Israel & Palestine*

By Nelson Mandela, in Jefferson Corner - America's Speaker's Corner, 28 March 2001

Cher Thomas,

Je sais que vous et moi, nous aspirons à la paix au Moyen-Orient, mais avant que vous continuiez à parler des conditions nécessaires d'un point de vue israélien, vous devez savoir ce qui est dans mon esprit.

Par où commencer? Que diriez-vous de 1964. Laissez-moi citer mes propres paroles lors de mon procès. Elles sont vraies aujourd'hui, autant qu'elles l'étaient alors: «J'ai combattu contre la

domination blanche et j'ai combattu contre la domination noire. J'ai chéri l'idéal d'une société libre et démocratique dans laquelle tous vivraient ensemble en harmonie et avec des chances égales. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre. Mais s'il le faut, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir  
« .

Aujourd'hui, le monde, noir et blanc, reconnaît que l'Apartheid n'a pas d'avenir. En Afrique du Sud, il s'est terminé par notre propre action de masse, pour bâtir la paix et la sécurité. Cette campagne et d'autres actions ne pouvaient qu'aboutir à l'établissement de la démocratie.

C'est peut-être étrange pour vous d'observer la situation en Palestine ou, plus spécifiquement, la structure des relations politiques et culturelles entre les Palestiniens et les Israéliens, comme un système d'apartheid. C'est parce que vous pensez à tort que le problème de la Palestine a commencé en 1967. Cela a été démontré dans votre récent article « Premier Mémo de Bush » dans le New York Times du 27 Mars 2001.

Vous semblez surpris d'entendre qu'il y a encore des problèmes de 1948 à résoudre, l'élément le plus important est le droit au retour des réfugiés palestiniens. Le conflit israélo-palestinien n'est pas seulement une question d'occupation militaire et Israël n'est pas un pays qui a été créé « normalement » et s'est mis à occuper un autre pays en 1967.

Les Palestiniens ne luttent pas pour un « Etat » mais pour la liberté, la libération et l'égalité, exactement comme nous avons lutté pour la liberté

en Afrique du Sud.

Au cours des dernières années, et surtout pendant le règne du Parti travailliste, Israël a montré qu'il n'était pas encore prêt à rendre ce qu'il avait occupé en 1967, que les colonies restent, Jérusalem est sous souveraineté exclusivement israélienne et les Palestiniens n'ont pas d'Etat indépendant, mais sont sous domination économique israélienne avec un contrôle israélien des frontières, de la terre, de l'air, de l'eau et de la mer.

Israël ne pense pas à un «Etat» mais à une «séparation». La valeur de la séparation se mesure en termes de capacité d'Israël à garder l'Etat Juif, et à ne pas avoir une minorité palestinienne qui pourrait avoir la possibilité de devenir majoritaire à un certain moment dans l'avenir. Si cela se produit, cela forcerait Israël à devenir soit un Etat démocratique ou bi-national laïque, ou à se transformer en un Etat d'apartheid de facto.

Thomas, si vous suivez les sondages en Israël au cours des 30 ou 40 dernières années, vous trouvez clairement un racisme grossier: un tiers de la population se déclare ouvertement être raciste. Ce racisme est de la nature de « Je hais les Arabes » et « je souhaite la mort des arabes. »

Si vous suivez également le système judiciaire en Israël, vous verrez qu'il y a discrimination contre les Palestiniens, et si vous considérez les territoires occupés en 1967, vous trouverez qu'il y a déjà deux systèmes judiciaires opérationnels qui représentent deux approches différentes de la vie

humaine: une pour la vie des Palestiniens l'autre pour celle de la vie juive. En outre, il y a deux approches différentes pour la propriété et à la terre. La propriété palestinienne n'est pas reconnue comme propriété privée car elle peut être confisquée.

Quant à l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza, il y a un facteur supplémentaire. Les soi-disant «zones autonomes palestiniennes » sont des Bantoustans.

*"Je savais parfaitement que l'opprimeur doit être libéré tout comme l'opprimé.*

*Un homme qui prive un autre homme de sa liberté est prisonnier de sa haine, il est enfermé derrière les barreaux de ses préjugés et de l'étroitesse d'esprit. (...)*

*Quand j'ai franchi les portes de la prison, telle était ma mission: libérer à la fois l'opprimé et l'opprimeur."*

(Autobiographie)

L'Etat palestinien ne peut être le sous-produit de l'Etat juif, juste pour garder la pureté juive d'Israël. La discrimination raciale d'Israël est la vie quotidienne de la plupart des Palestiniens. Depuis qu'Israël est un Etat juif, les Juifs israéliens sont capables d'accumuler des droits spéciaux que les non-juifs ne peuvent pas avoir. Les Arabes palestiniens n'ont aucune place dans un Etat «juif».

L'apartheid est un crime contre l'humanité. Israël a privé des millions de Palestiniens de leur liberté

et de la propriété. Il a perpétué un système de discrimination raciale et d'inégalité. Il a systématiquement incarcéré et torturé des milliers de Palestiniens, en violation des règles du droit international. Il a, en particulier, mené une guerre contre une population civile, en particulier les enfants.

Les réponses apportées par l'Afrique du Sud à des violations des droits de l'homme émanant des politiques d'élimination et de politiques d'apartheid, respectivement, mettent en lumière ce que la société israélienne doit nécessairement passer avant qu'on puisse parler d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

Thomas, je n'abandonne pas la diplomatie au Moyen-Orient. Si vous voulez la paix et la démocratie, je vous soutiendrai. Si vous voulez l'Apartheid formelle, nous ne vous soutiendrons pas. Si vous voulez soutenir la discrimination raciale et le nettoyage ethnique, nous nous opposerons à vous.

Quand vous saurez ce que vous voudrez, appelez moi...

\*\*\*

## **Article du député de l'ANC et petit-fils de Mandela, Nkosi Zwelivelile<sup>1</sup>**

- Article paru dans le Guardian le 12 10 2018

### **Mon grand père Nelson Mandela a combattu l'apartheid. Je vois un parallèle avec Israël**

Il a fallu des efforts internationaux pour mettre fin au racisme institutionnalisé dans mon pays – maintenant c'est ce qu'il faut faire de nouveau pour le peuple palestinien.

Mon grand père, Nelson Rolihlahla Mandela, aurait eu 100 ans cette année. Le monde marque le centenaire de sa naissance et célèbre sa conduite de la lutte pour la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. Mais, tandis que mon pays est depuis longtemps libéré du régime d'une minorité raciste, le monde n'est pas encore libéré du crime d'apartheid.

Comme Madiba et Desmond Tutu avant moi, je vois une inquiétante ressemblance entre les lois racistes d'Israël et la politique envers les Palestiniens, et l'architecture de l'apartheid en Afrique du Sud. Nous, Sud-Africains, savons ce qu'est l'apartheid quand nous le voyons. En fait, beaucoup de gens reconnaissent que, à certains égards, le régime israélien est même pire.

L'apartheid est défini en droit international comme « régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination

---

1 Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

d'un groupe racial sur tout autre ». Il s'agit de relations de pouvoir marquées par l'inégalité raciale, maintenues par des lois injustes faites pour dénier leurs droits aux groupes opprimés.

Même avant le vote par Israël de sa « loi de l'État-nation » (qui stipule que seuls les Juifs ont droit à l'autodétermination dans le pays), on voyait facilement, pour qui voulait bien regarder, que le gouvernement du pays commettait le crime d'apartheid. Son mur de ségrégation, ses comités d'admission discriminatoires, son système de cartes d'identité, son réseau de routes réservées aux colons et la fragmentation de type bantoustan de la Cisjordanie, ont rendu la tâche difficile.

La loi de l'État-nation a rendu cette réalité indéniable. L'apartheid est le contexte d'une litanie de crimes d'État. Prenez par exemple, plus récemment, la décision d'Israël de démolir le village palestinien bédouin de Khan al-Ahmar et d'en chasser les habitants. Le but de ce nettoyage ethnique est de faire place à des colonies illégales sur la terre palestinienne occupée.

Pourtant, en dépit de décennies d'apartheid, de poursuite du vol des terres palestiniennes, d'occupation militaire et de massacre de manifestants non armés à Gaza – appelé à juste titre le « Sharpeville palestinien », d'après le meurtre de masse dans le Transvaal en 1960 – chaque nouvelle génération de Palestiniens continue la lutte de libération.

La jeune Ahd Tamimi a eu 17 ans en prison cette année, incarcérée pour s'être confrontée à des soldats de l'occupation dans sa cour. Mais, tout comme mon grand père a passé 27 ans en prison juste pour devenir une icône mondiale de la liberté, Ahd est devenue un puissant symbole de la détermination résolue des Palestiniens à résister. Elle et sa famille représentent l'esprit de courage des Palestiniens qui défient partout une énorme brutalité. Je salue leur bravoure.

Bien qu'Ahd soit libre désormais, des milliers de Palestiniens – dont des centaines d'enfants – croupissent encore dans les geôles israéliennes. En cette année de célébration du centenaire de Nelson Mandela, nous devrions rappeler qu'il a affirmé que « notre liberté est incomplète sans la liberté du peuple palestinien » et œuvrer sans relâche pour réclamer que tous les Palestiniens – qu'ils vivent en exil, en tant que citoyens d'Israël ou dans les territoires occupés – se voient accorder leurs droits humains inaliénables.

Parce que nous, Sud Africains, savons aussi que la résistance effective à l'apartheid a besoin de la solidarité internationale. Comme les alliés dans le monde entier ont été vitaux dans notre lutte pour la liberté, l'esprit de l'internationalisme vit dans le mouvement non violent de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) qui soutient la lutte de libération palestinienne.

Voir le parti travailliste appeler à cesser les ventes d'armes du Royaume Uni à Israël il y a deux semaines m'a donné de l'espoir. Nous espérons que l'Afrique du Sud utilisera sa position au sein des BRICS pour appeler aussi à un embargo sur les armes. Cette sanction importante est une exigence minimale pour mettre fin à la complicité dans le maintien de l'apartheid israélien. Mettre fin à la complicité avec un crime n'est pas de la charité mais une profonde obligation morale.

Ces avancées positives et concrètes prennent la suite de la lutte qui fut l'oeuvre de la vie de Mandela. Elles sont en contraste flagrant avec les tentatives honteuses d'effacer l'histoire palestinienne (y compris la Nakba) – une histoire dont le Royaume Uni comme l'Afrique du Sud de l'apartheid ont été profondément complices. Ce sont aussi des ripostes puissantes aux efforts de diabolisation, voire de criminalisation, du mouvement BDS.

Tous les gens de conscience ont non seulement le droit mais aussi la responsabilité d'exprimer leur désaccord avec tout État qui viole les droits humains et le droit international. Ils ont droit à la liberté de parole, droit de dire la vérité au pouvoir et d'être solidaire des opprimés.

L'Histoire jugera les gouvernements qui font défaut au respect des droits humains et du droit international ou, pire, qui sont complices de l'ancrage du déni de ces droits. Lors de son récent voyage en

Afrique du Sud, Theresa May a tenté d'effacer l'histoire du soutien du Royaume Uni à l'apartheid. Elle loue mon grand père maintenant qu'il est mort, mais elle n'a pas rendu compte du fait que les membres de son propre parti politique ont appelé à sa pendaison et l'ont appelé terroriste de son vivant.

La pression internationale a été une composante vitale de la lutte pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Nous savons que c'est efficace dans le cas d'Israël aussi, ne fût-ce que pour les sommes importantes que son gouvernement dépense pour mener une campagne de sape de BDS.

Les tactiques de résistance non violente comme le boycott et le désinvestissement éthique, la pression sur les grosses entreprises et les gouvernements, dont les autorités locales, pour qu'ils cessent d'être impliqués dans les graves violations des droits humains, sont des méthodes honorées de tout temps pour soutenir les mouvements qui défendent la justice.

Madiba a qualifié un jour la question de la Palestine de « question morale la plus importante de notre époque » et pourtant le monde reste silencieux. Il nous incombe à tous de faire tout ce que nous pouvons pour contribuer à la liberté, à la justice et à l'égalité pour les Palestiniens, et de combattre l'apartheid partout.